

## Stop aux expulsions en hiver et le reste de l'année !

Cet hiver, la justice a ordonné à Bordeaux et dans de nombreuses villes de France des commandements de quitter les lieux de logements occupés depuis peu et vides depuis plusieurs années. Alors qu'en même temps les institutions mettent en place les "Plans Grands Froid", les foyers pour sans-abris sont surchargés, des personnes meurent de froid dans la rue, et les préfets ordonnent encore à la police d'expulser les squatteur-euse-s. Aujourd'hui nous soulignons l'incompétence des institutions publiques qui expulsent et qui ne répondent plus au besoin du peuple. Nous n'attendons rien d'elles, car dans ces squats, on s'organise collectivement, on trouve des alternatives directes aux faiblesses et aux nombreuses limites d'un système qui ne nous convient pas.

Nous donnons notre solidarité à tous les squatteur-euse-s expulsé-e-s, à toutes les réquisitions de logements vaquant ainsi qu'aux différents collectifs, associations, individus qui s'organisent pour faire face aux problèmes de logement, et pour contester une politique sociale et économique inadaptée. Enfin, nous appelons toutes les personnes le souhaitant à s'organiser pour désobéir aux lois inacceptables en réquisitionnant les logements vides.

Nous dénonçons une pénurie structurelle de logement, des millions de logements vides et des millions de mal-logé-e-s, des dispositifs d'aide au logement qui aident surtout les propriétaires, des structures d'hébergement temporaires qui durent, qui durent, la spéculation immobilière. Enfin nous défendons une autre conception de la propriété, plus compatible avec les exigences d'une démocratie égalitaire. En effet il est pas si évident de concevoir une propriété privée absolue permettant à son propriétaire de faire ce qu'il veut de ses logements, jusqu'à les laisser vides alors qu'au départ, son bien dont il est propriétaire est inégalement réparti.

Les squatteur-euse-s s'organisent, questionnant la société qui l'entoure: la propriété et ses usages, les fondements même de politiques si inégalitaires, et les multiples questions qui entravent un bien vivre collectifs.

"On renvoie trop souvent le déviant à sa propre responsabilité individuelle alors que celle-ci est collective et politique."

"Nous ne devrions choisir de squatter que dans la perspective unique de contester, et de modifier, une organisation globale de l'existence fondée sur la propriété privée, des logiques individualistes, un rapport à autrui, à l'argent, au travail, etc. qui aboutit à l'énorme gâchis de vie, de joie, de biens et de matières premières dont nous sommes à l'échelle de la planète comme à celle de nos vies, les témoins".

Le Radeau et ses occupant.e.s  
Squat de Bordeaux, 45 rue Furtado